

Service instructeur

N° CP-2013-6-2-5

Service du Développement économique, de l'Enseignement Supérieur et du Tourisme

Service consulté

**PROJETS TOURISTIQUES TRANSFRONTALIERS
PROGRAMME INTERREG PROJET A33 MARKETING INTERNATIONAL DE LA
DESTINATION UPPER RHINE VALLEY**

Résumé : Il est proposé d'accorder une subvention de 10 000 € à la Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co (FWTM) pour la réalisation du projet INTERREG n° A33 « Marketing international de la destination Upper Rhine Valley ».

I. Le projet INTERREG n°A7 « Tourisme dans la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur » (2009-2013)

Un grand nombre de sites touristiques, centres de loisirs, parcours nature, cathédrales, universités, musées, théâtres et salles de concert, fait de la région du Rhin Supérieur un espace touristique à l'attractivité exceptionnelle.

Aussi, en 2009, un projet partagé par les acteurs du territoire, soutenu par le programme européen INTERREG, a été adopté afin de permettre une mise en tourisme coordonnée et une valorisation des atouts du Rhin Supérieur. Des actions étaient également prévues en matière de formation des acteurs du tourisme, des échanges d'employés et d'apprentis et la création à terme d'un cursus de formation transfrontalier.

Le projet, porté par la Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH und Co (FWTM), a réuni 31 partenaires, Français, Allemands et Suisses, pour un budget de 2 060 000 € dont 60 000 € de participation départementale.

La période d'exécution de ce projet court du 1^{er} mai 2009 au 30 juin 2013.

Les principales actions réalisées portent sur les grands axes suivants :

- 1) des mesures marketing** (marketing commun, moyens de communications à l'échelle du Rhin Supérieur, portail Internet, présence sur foires et salons internationaux, organisation de voyages de presse...) et le **développement de nouvelles offres touristiques** : thèmes centraux communs pour les secteurs pertinents du tourisme (vieux quartiers historiques, bien être, art...). Sont ainsi à relever : 3 campagnes de communication communes, 21 offres touristiques nouvelles créées et 62 institutions et entreprises participent aux réseaux créés ou utilisent les nouvelles offres. 8 événements ont été organisés en direction de la presse et 26 événements à destination du public spécifique au projet. 55 supports de communication ont été conçus et 138 articles sont parus mentionnant le projet. Enfin 33 200 connexions ont été enregistrées sur le site Internet du projet.

2) la création d'un réseau des acteurs du tourisme (échanges d'expériences, mise en réseau des offres de formation continue), la **détermination des besoins en formation** continue et la création de formations continues en tant que de besoin, la réalisation d'une étude de faisabilité sur la création d'une filière de formation et/ou d'un cursus transfrontalier.

Ainsi, 176 partenaires du réseau de professionnels du tourisme ont été recensés et intégrés à une communauté d'entreprise en ligne et 113 offres de formation ont été mises en ligne.

3) l'innovation avec des échanges transfrontaliers d'employés et d'apprentis dans le Rhin Supérieur, l'organisation d'échanges d'entreprises sur les pratiques innovantes et le lancement d'un appel d'offres transfrontalier avec pour objectif la création d'un produit, d'une prestation de service ou d'une approche innovante pour les marchés lointains.

270 apprentis et employés ont pu bénéficier de stages en entreprise dans le pays voisin, 742 participants aux rencontres d'entreprises « compétitivité tourisme » et 9 projets collectifs transfrontaliers ont pu être initiés.

Au-delà de ce bilan succinct, le partenariat européen a permis la mise en place d'une promotion touristique commune mais aussi d'une réelle prise en compte de la nécessité de mettre en réseau les acteurs du tourisme, des offres de formation, sans négliger l'aspect économique et d'échanges transfrontaliers de professionnels, indispensable pour assurer une réelle compétitivité touristique de notre territoire.

Au regard d'actions restant à réaliser ou à développer, une demande de poursuite de ces actions sous la forme d'un nouveau projet dénommé « Marketing international de la destination Upper Rhine Valley » a été présentée au comité de suivi INTERREG, qui l'a acceptée.

Le Département du Haut-Rhin souhaite rester un partenaire impliqué dans ce projet, sensible aux aspects formation et échanges entre professionnels.

II. Le projet INTERREG n°A33 « Marketing international de la destination Upper Rhine Valley »

Ce nouveau projet, sous maîtrise d'ouvrage de la FWTM, réunit 31 partenaires, et couvre la période du 1^{er} avril 2013 au 30 mars 2015, pour un montant total de 1 270 000 €.

Les partenaires allemands participent à hauteur de 320 000 €, les partenaires français pour 255 000 € et les partenaires suisses pour 120 000 €.

Le montant du financement communautaire accordé pour le présent projet s'élève à un maximum de 575 000 €, soit 50% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi.

Le détail des participations des partenaires du projet est repris en annexe.

Les domaines d'actions poursuivis et complétés sont les suivants :

- **la formation, la recherche et l'observation** (poursuite de la mise en ligne de l'offre de formation, de l'échange d'apprentis et d'employés, et recensement des besoins des professionnels du tourisme),
- **l'innovation** : poursuite des échanges d'entreprises sur de nouvelles pratiques et des actions permettant de faciliter et simplifier la mobilité trinationale grâce

notamment au développement d'une carte de mobilité touristique du Rhin Supérieur,

- **la mercatique** : avec des actions sur les marchés lointains, les brochures, cartes touristiques, voyages de presse, nouveaux produits (tels le développement et la description de circuits à vélo d'une journée ou de plusieurs jours et la mise en réseau des routes du vin des deux côtés du Rhin afin d'en faire une route des vins commune dans le Rhin Supérieur), conception de programmes de visites organisées pendant plusieurs jours dans toute la Région Rhin Supérieur et comprenant des exemples modèles de projets de développement durable, sous divers aspects.

Le plan de financement, envisagé pour ces actions, répartit les dépenses comme suit :

- frais de personnel pour la conduite et l'animation du projet : 520 000 €,
- frais de communication et de manifestation (marketing) : 424 000 €,
- frais d'étude et de développement d'actions innovantes : 240 000 €,
- frais de traduction : 40 000 €,
- frais d'hébergement, de restauration et de déplacement : 35 000 €,
- frais généraux : 11 000 €.

Au vu de ce qui précède, je vous propose :

- d'allouer une subvention de 10 000 € à la Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co (FWTM) pour la réalisation du projet INTERREG n° A33 « Marketing international de la destination Upper Rhine Valley » ;
- d'approuver la convention INTERREG afférente et ses annexes, jointes en annexe au présent rapport et de m'autoriser à la signer ;
- de prélever les crédits sur le chapitre 65, fonction 94, nature 6574, programme F741 du budget départemental.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER

PARTICIPATIONS FINANCIERES DES 31 PARTENAIRES DU PROJET

| Financier | Euros |
|---|------------------|
| Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co. KG | 55 000 |
| Ministerium für Landlichen Raum und Verbraucherschutz BadenWürttemberg | 100 000 |
| Stadt Karlsruhe | 30 000 |
| Technologie Region Karlsruhe | 30 000 |
| Baden-Baden Kur und Tourismus GmbH | 15 000 |
| Schwarzwald Tourismus GmbH | 35 000 |
| Industrie und Handelskammer Südlicher Oberrhein | 10 000 |
| Industrie und Handelskammer Karlsruhe | 10 000 |
| Industrie und Handelskammer Hochrhein-Bodensee | 10 000 |
| Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung Rheinland-Pflanz | 10 000 |
| Landkreis Germersheim | 5 000 |
| Landkreis Südliche Weinstrasse | 5 000 |
| Stadt Landau | 5 000 |
| Total partenaires allemands | 320 000 |
| Région Alsace | 60 000 |
| Département du Bas-Rhin | 20 000 |
| Département du Haut-Rhin | 10 000 |
| Comité Régional du Tourisme d'Alsace | 40 000 |
| Haute-Alsace tourisme –ADT68 | 10 000 |
| Office de Tourisme de Strasbourg et sa région | 20 000 |
| Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région | 20 000 |
| Office de Tourisme et des Congrès de Colmar | 20 000 |
| Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Alsace | 20 000 |
| EuroAirport Basel-Mulhouse-Freiburg | 30 000 |
| Aéroport de Strasbourg-Entzheim | 5 000 |
| Total partenaires français | 255 000 |
| Confédération Helvétique | 90 000 |
| Basel Tourismus | 6 900 |
| Baselland Tourismus | 6 800 |
| Kanton Basel-Stadt | 3 400 |
| Kanton Basel-Landschaft | 3 400 |
| Kanton Aargau | 2 700 |
| République et Canton du Jura | 6 800 |
| Total partenaires suisses | 120 000 |
| Total participations nationales | 695 000 |
| Total Union Européenne | 575 000 |
| Total du projet | 1 270 000 |

Programme INTERREG IV Rhin Supérieur
Programm INTERREG IV Oberrhein

Convention relative au projet n° A33
« Marketing international de la destination UP-
PER RHINE VALLEY »

Vereinbarung zum Projekt Nr. A33
„Internationales Destinationsmarketing UPPER
RHINE VALLEY“



Signataires

Entre

- la Région Alsace, Autorité de gestion du programme INTERREG IV Rhin Supérieur et cofinanceur ;
- la REGIO BASILIENSIS (IKRB), représentant la Confédération helvétique ;
- les partenaires français et allemands dudit projet :
- Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co. KG, porteur du projet et cofinanceur ;
- les partenaires cofinanceurs suivants :
 - Ministerium für Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg
 - Stadt Karlsruhe
 - Technologie Region Karlsruhe
 - Baden-Baden Kur und Tourismus GmbH
 - Schwarzwald Tourismus GmbH
 - Industrie- und Handelskammer Südlicher Oberrhein
 - Industrie- und Handelskammer Karlsruhe
 - Industrie- und Handelskammer Hochrhein-Bodensee
 - Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung Rheinland-Pfalz
 - Landkreis Germersheim
 - Landkreis Südliche Weinstraße
 - Stadt Landau
 - Département du Bas-Rhin
 - Département du Haut-Rhin
 - Comité Régional du Tourisme Alsace
 - Haute-Alsace Tourisme - ADT 68
 - Office de Tourisme de Strasbourg et sa région
 - Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région
 - Office de Tourisme et des Congrès de Colmar
 - Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Alsace
 - EuroAirport Basel-Mulhouse-

Unterzeichner

Zwischen

- der Région Alsace als Verwaltungsbehörde des INTERREG IV Programms Oberrhein und Kofinanzierungspartner;
- der REGIO BASILIENSIS (IKRB) als Vertreterin der Schweizerischen Eidgenossenschaft;
- folgenden französischen und deutschen Projektpartnern:
 - Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co. KG als Projektträger und Kofinanzierungspartner;
- folgenden Kofinanzierungspartnern:
 - Ministerium für Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg
 - Stadt Karlsruhe
 - Technologie Region Karlsruhe
 - Baden-Baden Kur und Tourismus GmbH
 - Schwarzwald Tourismus GmbH
 - Industrie- und Handelskammer Südlicher Oberrhein
 - Industrie- und Handelskammer Karlsruhe
 - Industrie- und Handelskammer Hochrhein-Bodensee
 - Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung Rheinland-Pfalz
 - Landkreis Germersheim
 - Landkreis Südliche Weinstraße
 - Stadt Landau
 - Département du Bas-Rhin
 - Département du Haut-Rhin
 - Comité Régional du Tourisme Alsace
 - Haute-Alsace Tourisme - ADT 68
 - Office de Tourisme de Strasbourg et sa région
 - Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région
 - Office de Tourisme et des Congrès de Colmar
 - Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Alsace
 - EuroAirport Basel-Mulhouse-Freiburg

- Freiburg de Strasbourg-Entzheim

- les partenaires suisses du projet :
- Basel Tourismus, responsable suisse du projet et cofinanceur ;
- les partenaires cofinanceurs suivants :
 - Baselland Tourismus
 - Kanton Basel-Stadt
 - Kanton Basel-Landschaft
 - Kanton Aargau
 - République et Canton du Jura

Préambule

Vu

La réglementation communautaire :

- le Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n°1260/1999 ; ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant ;
ci-après dénommé « Règlement général »,
- le Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds européen de développement régional, et abrogeant le règlement (CE) n°1783/1999 ; ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant ;
ci-après dénommé « Règlement FEDER »,
- le Règlement (CE) n°1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et du règlement

- Aéroport de Strasbourg-Entzheim

- folgenden Schweizer Projektpartnern:
- Basel Tourismus als Schweizer Projektverantwortlichem und Kofinanzierungspartner;
- folgenden Kofinanzierungspartnern:
 - Baselland Tourismus
 - Kanton Basel-Stadt
 - Kanton Basel-Landschaft
 - Kanton Aargau
 - République et Canton du Jura

Vorbemerkung

wird in Anbetracht

nachstehender EU-Bestimmungen:

- Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates vom 11. Juli 2006 mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen;
im Folgenden "Allgemeine Strukturfondsverordnung",
- Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1783/1999 sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen;
im Folgenden "EFRE-Verordnung",
- Verordnung (EG) Nr. 1828/2006 der Kommission vom 8. Dezember 2006 zur Festlegung von Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und der Verordnung

(CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER); ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant.

ci-après dénommé « Règlement d'application »,

Les documents suivants, concernant le programme :

- la décision de la Commission européenne n° C (2007) 5136, du 24 octobre 2007, relative au Programme opérationnel « INTERREG IV Rhin Supérieur » n° CCI 2007 CB 163 PO 039, s'intégrant dans l'Objectif "Coopération territoriale européenne" de la Politique de cohésion de l'UE pour la période 2007-2013 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion et la Caisse des dépôts, en tant qu'Autorité de certification/organisme de paiement du programme, en date du 5 août 2008 ainsi que les avenants à cette convention ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion et l'Etat français en date du 29 août 2009 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion, le Land du Bade-Wurtemberg et le Land de Rhénanie-Palatinat en date du 31 juillet 2009 ; et
- le Guide pour les bénéficiaires dans sa version respectivement valable.

Les documents suivants, concernant la Suisse :

- la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (RS 901.0, FF 2006 8417) ;
- l'arrêté fédéral du 26 septembre 2007 relatif à l'établissement du programme pluriannuel de la Confédération 2008 2015 concernant la mise en oeuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) (FF 2007 7495) ;
- l'ordonnance du 28 novembre 2007 sur la politique régionale (RS 901.021) ;
- le programme commun de mise en oeuvre de la politique régionale de Bâle-Ville et Bâle-Campagne 2012-

(EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen.

im Folgenden "Durchführungsverordnung",

folgender programmrelevanter Dokumente:

- der Entscheidung der Europäischen Kommission Nr. C(2007) 5136 vom 24. Oktober 2007 bezüglich des Operationellen Programms „INTERREG IV A Oberrhein“ Nr. CCI 2007 CB 163 PO 039 im Rahmen des Ziels "Europäische territoriale Zusammenarbeit" der Kohäsionspolitik der Europäischen Union im Zeitraum 2007-2013;
- der Vereinbarung zwischen der Région Alsace in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsbehörde für das Operationelle Programm und der Caisse des dépôts in ihrer Eigenschaft als Bescheinigungsbehörde vom 5. August 2008 sowie der Zusatzvereinbarungen zu dieser Vereinbarung;
- der Vereinbarung zwischen der Verwaltungsbehörde und dem französischen Staat vom 28. August 2009;
- der Vereinbarung zwischen der Verwaltungsbehörde, dem Land Baden-Württemberg und dem Land Rheinland-Pfalz vom 31. Juli 2009; und
- des Handbuchs für Begünstigte in seiner jeweils gültigen Fassung.

Folgender für die Schweiz relevanter Vorschriften:

- Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Regionalpolitik (SR 901.0, BBI 2006 8417);
- Bundesbeschluss vom 26. September 2007 über die Festlegung des Mehrjahresprogramms des Bundes 2008 2015 zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik (NRP) (BBI 2007 7495);
- Verordnung vom 28. November 2007 über Regionalpolitik (SR 901.021);
- Gemeinsames Umsetzungsprogramm für die Regionalpolitik Basel-Stadt und Basel-Landschaft 2012-2015;

2015;

- La Convention-programme entre la Confédération helvétique, les Cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne et la REGIO BASILIENSIS (IKRB) relative au financement du programme commun de mise en œuvre pour la politique régionale Bâle-Ville et Bâle-Campagne 2012-2015 ;
- la loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les aides financières et les indemnités (RS 616.1) ;
- la loi sur les subventions du Canton de Bâle-Ville du 18 octobre 1984 ;
- la loi sur les finances du Canton de Bâle-Campagne du 18 juin 1987 ;

Les documents suivants, concernant la France :

- le décret n°2002-633 du 26 avril 2002 modifié instituant une Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens ;
- la circulaire du Premier ministre du 12 février 2007 relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale ;
- la circulaire n°5210 SG du Premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par le FEDER, le FSE, le FEP et le FEADER de la période 2007-2013 ;
- le décret n°2007-1303 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2007-2013.

Les documents suivants, relatifs au projet :

- le formulaire de demande de cofinancement communautaire relatif au présent projet et ses annexes, annexés à la présente convention ;
- le courrier du Secrétariat technique commun au porteur de projet attestant

- Programmvereinbarung zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft, den Kantonen Basel-Stadt und Basel-Landschaft und der REGIO BASILIENSIS (IKRB) über die Förderung des gemeinsamen Umsetzungsprogramms Basel-Stadt und Basel-Landschaft für die Regionalpolitik 2012-2015;
- Bundesgesetz vom 5. Oktober 1990 über Finanzhilfen und Abgeltungen (SR 616.1);
- Subventionsgesetz des Kantons Basel-Stadt vom 19. Oktober 1984;
- Finanzhaushaltsgesetz des Kantons Basel-Landschaft vom 18. Juni 1987 ;

folgender für Frankreich relevanter Bestimmungen:

- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2002-633 vom 26. April 2002 zur Einsetzung einer ministerienübergreifenden Kommission zur Koordination der Kontrollen (CICC) von in Frankreich aus EU-Strukturfondsmitteln kofinanzierten Maßnahmen;
- des Runderlasses (circulaire) des französischen Premierministers vom 12. Februar 2007 über die Öffentlichkeitsarbeit im Zusammenhang mit Projekten, die im Rahmen der wirtschaftlichen und sozialen Kohäsionspolitik von der Europäischen Union bezuschusst werden;
- des Runderlasses (circulaire) des französischen Premierministers Nr. 5210 SG vom 13. April 2007 bezüglich der Vorgaben zur Begleitung, Umsetzung und Kontrolle der im Zeitraum 2007-2013 aus dem EFRE, dem ESF, dem EFF und dem EAGFL kofinanzierten Programme;
- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2007-1303 vom 3. September 2007 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben im Rahmen von im Zeitraum 2007-2013 aus Strukturfonds bezuschussten Programmen.

folgender projektrelevanter Bestimmungen:

- dem Antragsformular auf Förderung des vorliegenden Projekts und den dazugehörigen Anhängen in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;
- des Schreibens des Gemeinsamen technischen Sekretariats an den Projektträger, mit

de la réception de la demande de cofinancement complète à la date du **12 décembre 2012** ;

- la décision du Comité de suivi en date du **13 décembre 2012**, prise sur la base de la fiche récapitulative rédigée par le Secrétariat technique commun, annexée à la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

TITRE 1 - GENERALITES

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités des signataires dans la mise en œuvre du projet.

Article 2. Pièces contractuelles

Tous les documents visés en préambule, ainsi que toutes les pièces annexées à la présente convention, en sont partie intégrante et sont pièces contractuelles au même titre qu'elle.

Article 3. Responsabilités

Chaque signataire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que le projet soit réalisé tel qu'il est décrit dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire et tel qu'il a été accepté par le Comité de suivi, en accord avec les stipulations de la présente convention et les réglementations communautaires et nationales applicables.

Article 4. Périodes concernées

Article 4.1. Période de réalisation du

dem der Eingang eines vollständigen Kofinanzierungsantrags beim Gemeinsamen technischen Sekretariat zum **12. Dezember 2012**, bestätigt wird;

- dem Beschluss des Begleitausschusses über die Aufnahme des Projekts in die Förderung vom **13. Dezember 2012** auf Grundlage der durch das Gemeinsame technische Sekretariat erarbeiteten Projektzusammenfassung in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;

Folgendes vereinbart:

TEIL 1 - ALLGEMEINES

Artikel 1. Gegenstand der Projektvereinbarung

Gegenstand der vorliegenden Projektvereinbarung ist die Festlegung der Zuständigkeiten der Unterzeichner bei der Durchführung des Projekts.

Artikel 2. Bestandteile des Vertrags

Sämtliche o. g. Referenztexte sowie sämtliche Schriftstücke in der Anlage sind Bestandteil der vorliegenden Vereinbarung und stellen gleichwertige Vertragsbestandteile dar.

Artikel 3. Verantwortlichkeiten

Die Unterzeichner verpflichten sich, jeweils die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, damit das Projekt wie im Antrag auf EU-Mittelförderung beschrieben und vom Begleitausschuss genehmigt sowie in Einhaltung der Bestimmung aus der vorliegenden Projektvereinbarung und den geltenden Gemeinschafts- und EU-Bestimmungen durchgeführt wird.

Artikel 4. Zeitliche Vorgaben

Artikel 4.1. Zeitraum für die Realisierung

projet

Le projet est réalisé durant la période mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Article 4.2. Période d'éligibilité des dépenses

La période d'éligibilité des dépenses commence à la date de début de réalisation, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi, et se termine trois mois après la date de fin de réalisation du projet, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Article 5. Contrôles

Chaque signataire s'engage à se soumettre à tout contrôle, sur place et sur pièces, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par les instances du programme ou par les organismes mandatés par elles, et par les corps d'inspection et de contrôle, y compris les autorités de contrôle nationales et communautaires.

Il s'engage par ailleurs à accepter les conséquences, notamment financières, de ces contrôles.

Article 6. Conséquences en cas de non-respect de la convention

En cas de manquement à l'une des obligations résultant de la présente convention, les dispositions prévues dans la fiche n°3.3 du Guide pour les bénéficiaires « Conséquences en cas de non-respect de la convention » s'appliquent.

En cas d'annulation de la présente convention, les dispositions prévues dans l'article 22 s'appliquent.

Article 7. Coordonnées bancaires

des Projets

Das Projekt ist innerhalb des Zeitraums umzusetzen, der im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt angegeben ist.

Artikel 4.2. Zeitraum für die Förderfähigkeit der Ausgaben

Der Zeitraum der Förderfähigkeit beginnt mit dem Datum des Beginns der Umsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt. Er endet drei Monate nach dem Zeitpunkt des Endes der Projektumsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt.

Artikel 5. Kontrollen

Die Unterzeichner verpflichten sich, sich Kontrollen aller Art – Vor-Ort- ebenso wie Belegkontrollen – zu unterziehen, die von den Programminstanzen, von Einrichtungen, die von den Programminstanzen beauftragt wurden, oder von den Aufsichts- und Kontrollstellen einschließlich einzelstaatlichen und gemeinschaftlichen Kontrollbehörden durchgeführt werden.

Sie verpflichten sich zudem, die Folgen dieser Kontrollen, insbesondere finanzieller Art, zu akzeptieren.

Artikel 6. Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung

Wird eine der Pflichten aus vorliegender Projektvereinbarung nicht eingehalten, kommen die Bestimmungen aus dem Themenblatt Nr. 3.3 des Handbuchs für Begünstigten „Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung“ zur Anwendung.

Im Falle einer Aufhebung der vorliegenden Vereinbarung wird entsprechend den Vorgaben des Artikels 22 verfahren.

Artikel 7. Bankverbindung

Afin de recevoir l'aide communautaire et les cofinancements nationaux, le porteur de projet doit transmettre les coordonnées du compte (comprenant notamment les numéros IBAN et SWIFT) émanant de la banque (RIB), sur lequel ils doivent être versés :

- aux cofinanceurs lors de la signature de la présente convention ;
- à l'Autorité de gestion au plus tard lors de la première demande de versement des fonds communautaires.

TITRE 2 - COFINANCEMENT COMMUNAUTAIRE

Article 8. Principe général

Article 8.1. Cofinancement communautaire et principe général des modalités de versement

Le montant du cofinancement communautaire accordé pour le présent projet s'élève à un maximum de **575 000 €**, soit **50% du coût total prévisionnel éligible** mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi.

Ce **montant maximum** de cofinancement communautaire est **accordé de manière conditionnelle** et pourra être modifié à la baisse en cours de réalisation du projet, en fonction des fonds FEDER effectivement disponibles.

Conformément au Guide pour les bénéficiaires, le cofinancement sera versé sous la forme d'un remboursement des dépenses effectuées et sur présentation de demandes de versement.

Par dérogation aux dispositions du point III de la fiche 4.4 du Guide pour les bénéficiaires, les délais de présentation des demandes de versement sont fixés comme suit pour le présent projet.

Le porteur de projet s'engage à adresser

Zur Auszahlung der EU-Fördermittel und der nationalen Kofinanzierungsmittel an den Projektträger, übermittelt dieser den folgenden Betroffenen die notwendigen Angaben zur Bankverbindung des Kontos (einschließlich der Angaben zu IBAN und SWIFT), auf das die Überweisungen getätigt werden sollen:

- bei Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung an die Kofinanzierungspartner;
- spätestens beim ersten Antrag auf Auszahlung der EU-Fördermittel an die Verwaltungsbehörde.

TEIL 2 - EU-MITTELFÖRDERUNG

Artikel 8. Allgemeine Grundlage

Artikel 8.1. Gemeinschaftliche Fördermittel und allgemeine Grundlage für die Auszahlungsmodalitäten

Die bewilligte Förderhöchstsumme aus EU-Mitteln beläuft sich auf **575.000 Euro und damit auf 50% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben** laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt.

Die Gewährung dieser Förderhöchstsumme **erfolgt vorbehaltlich der tatsächlichen Verfügbarkeit an EFRE-Mitteln** und kann in Abhängigkeit von dieser im Laufe der Projektumsetzung ggf. herabgesetzt werden.

Gemäß den Bestimmungen des Handbuchs für Begünstigte erfolgt die Auszahlung als Erstattung getätigter Ausgaben und nach Vorlage von Auszahlungsanträgen.

Abweichend von den Bestimmungen des Punktes III des Themenblatts 4.4 des Handbuchs für Begünstigte gelten für das Projekt die folgenden Fristen für die Einreichung von Auszahlungsanträgen.

Der Projektträger verpflichtet sich, jährlich min-

deux demandes de versement chaque année à l'Autorité de gestion :

- Une demande de versement comportant les dépenses réalisées jusqu'à la fin du mois de février, à transmettre impérativement **le 15 mars de chaque année au plus tard** ;
- Une demande de versement comportant les dépenses réalisées jusqu'à la fin du mois d'août, à transmettre impérativement **le 15 septembre de chaque année au plus tard**.

Les versements du cofinancement communautaire au bénéficiaire du projet interviendront en fonction des montants de fonds disponibles. Ces fonds sont constitués par les cofinancements effectivement rétrocédés au Programme par les projets clôturés. Le Comité de suivi se prononcera sur le montant de fonds rétrocédés à verser au présent projet deux fois par an. Le porteur de projet sera informé de ce montant par écrit.

En cas d'insuffisance de fonds disponibles au niveau du programme pour couvrir le montant maximum de cofinancement mentionné au paragraphe 1 du présent article, le montant du cofinancement communautaire accordé pourra être diminué en cours de projet

La diminution éventuelle du cofinancement communautaire accordé n'impactera pas le taux de cofinancement communautaire de l'opération, mais portera sur le montant de son coût total prévisionnel éligible. Cette diminution donnera lieu à une modification du projet conformément aux modalités spécifiques décrites à l'article 21, paragraphe 4 de la présente convention et fera l'objet d'une nouvelle décision du Comité de suivi.

Article 8.2. Guide pour les bénéficiaires

Les bénéficiaires communautaires s'engagent à respecter les dispositions contenues dans le Guide pour les bénéficiaires concernant les obligations communautaires en la matière.

destens zwei Auszahlungsanträge bei der Verwaltungsbehörde einzureichen:

- Einen Auszahlungsantrag, der die Ausgaben, die bis Ende des Monats Februar getätigt wurden, umfasst, zur Einreichung bei der Verwaltungsbehörde **bis spätestens 15. März jeden Jahres**;
- Einen Auszahlungsantrag umfassend die Ausgaben, die bis Ende des Monats August getätigt wurden, zur Einreichung bei der Verwaltungsbehörde **bis spätestens 15. September jeden Jahres**.

Die Auszahlung der EU-Mittel zugunsten des Projekts erfolgt in Abhängigkeit von den verfügbaren Mitteln. Die verfügbaren Mittel resultieren aus tatsächlichen Aufhebungen von Mittelbindungen für abgeschlossene Projekte. Der Begleitausschuss beschließt zweimal jährlich über den Betrag aus diesen Mitteln, der für die Auszahlung an das vorliegende Projekt verwendet wird. Der Projektträger wird über die Höhe des Betrags jeweils schriftlich in Kenntnis gesetzt.

Sollten die auf Programmebene verfügbaren EU-Mittel nicht für eine Förderung in Höhe der in Absatz 1 dieses Artikels genannten Förderhöchstsumme ausreichen, wird die zuerkannte Fördersumme aus Gemeinschaftsmitteln herabgesetzt.

Eine mögliche Herabsetzung der zuerkannten Fördersumme bleibt ohne Auswirkung auf den Kofinanzierungssatz aus Gemeinschaftsmitteln, sondern geht einher mit einer Herabsetzung der vorgesehenen Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben. Diese Herabsetzung bedingt eine Änderung am Projekt entsprechend den Bestimmungen des Artikels 21 Absatz 4 der vorliegenden Vereinbarung und ist Gegenstand eines neuerlichen Beschlusses durch den Begleitausschuss.

Artikel 8.2. Handbuch für Begünstigte

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen aus dem Handbuch für Begünstigte in Bezug auf die relevanten Gemeinschaftsbestimmungen einzuhalten.

Article 9. Politiques transversales de l'Union européenne

Les bénéficiaires s'engagent à respecter les réglementations communautaires et nationales qui leur sont opposables en matière de :

- règles de concurrence ;
- passation des marchés publics ;
- encadrement des aides d'Etat ;

- égalité des chances entre hommes et femmes et non discrimination (article 16 du Règlement général) ;
- environnement (article 17 du Règlement général).

Par ailleurs, les bénéficiaires communautaires s'engagent à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Article 10. Piste d'audit

Article 10.1. Principe général en matière de piste d'audit

En application de l'article 15 du Règlement d'application, une piste d'audit est considérée comme suffisante si, pour le Programme opérationnel, elle répond aux critères suivants :

- elle permet d'établir un rapprochement entre, d'une part, les montants globaux certifiés à la Commission européenne et, d'autre part, les pièces comptables et justificatives détaillées dont disposent l'Autorité de certification, l'Autorité de gestion, et les bénéficiaires en ce qui concerne les opérations cofinancées dans le cadre du Programme opérationnel ;
- elle permet de vérifier le paiement de la participation publique au bénéficiaire ;
- elle permet de vérifier l'application des critères de sélection établis par le Comité de suivi du Programme opérationnel ;

Artikel 9. Querschnittpolitiken der Europäischen Union

Die Begünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen der Europäischen Union und der Einzelstaaten einzuhalten, die für sie in den folgenden Bereichen gelten:

- Wettbewerbsregeln;
- Vergabe öffentlicher Aufträge;
- Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen;
- Gleichstellung von Männern und Frauen und Nichtdiskriminierung (Artikel 16 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung) ;
- Umwelt (Artikel 17 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung).

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich zudem, die gewährte Beihilfe nicht dazu auszunutzen, ungewöhnlich niedrige Preise anzubieten und allgemein Wettbewerbern durch die Gewährung von Vorteilen, die über die üblicherweise gewährten Vorteile hinausgehen, Kunden abzuwerben.

Artikel 10. Prüfpfad

Artikel 10.1. Allgemeine Grundlage betreffend den Prüfpfad

In Anwendung von Artikel 15 der Durchführungsverordnung gilt der Prüfpfad als hinreichend, wenn er für das Operationelle Programm folgende Kriterien erfüllt:

- er ermöglicht den Abgleich zwischen den gegenüber der Kommission bescheinigten Gesamtbeträgen einerseits und den detaillierten Buchführungsunterlagen und den Belegen andererseits, die von der Bescheinigungsbehörde, der Verwaltungsbehörde und den Begünstigten für die im Rahmen des Operationellen Programms kofinanzierten Vorhaben geführt werden;
- er ermöglicht die Überprüfung der Auszahlung des öffentlichen Beitrags an den Begünstigten;
- er ermöglicht die Überprüfung der Anwendung der vom Begleitausschuss für das Operationelle Programm festgelegten Auswahlkriterien;

- elle contient pour chaque projet les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports d'activité et les rapports relatifs aux vérifications, audits et contrôles réalisés.

Article 10.2. Comptabilité

Selon l'article 60, paragraphe d), du Règlement général, l'Autorité de gestion est chargée de s'assurer que les bénéficiaires et les autres organismes participant à la mise en œuvre du projet appliquent soit un système de comptabilité séparé, soit une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération, sans préjudice des règles comptables nationales.

Article 10.3. Durée de conservation des pièces relatives au projet

Selon l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'Autorité de gestion doit veiller à ce que l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme soit tenu à la disposition de la Commission européenne et de la Cour des comptes pendant une période de trois ans suivant la clôture du programme. Ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

Aux fins d'application de cette disposition, tous les signataires s'engagent à conserver l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme pendant la même durée, et au moins jusqu'au 31 décembre 2021.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai.

Article 10.4. Registre des lieux de conservation des pièces relatives au projet

Aux fins d'application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'article 19 paragraphe 1 du Règlement d'application stipule que l'Autorité de gestion établit

- er umfasst für jedes Vorhaben gegebenenfalls die technischen Spezifikationen und den Finanzierungsplan, die Unterlagen über die Zuschussbewilligung, die Unterlagen zu den öffentlichen Vergabeverfahren, Fortschrittsberichte sowie die Berichte über die durchgeführten Kontrollen und Prüfungen.

Artikel 10.2. Buchführung

Gemäß Artikel 60, Absatz d) der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde dafür Sorge zu tragen, dass die Begünstigten und die sonstigen an der Durchführung des Projekts beteiligten Stellen unbeschadet der einzelstaatlichen Buchführungsvorschriften entweder gesondert über alle Finanzvorgänge der Vorhaben Buch führen oder für diese einen geeigneten Buchführungscode verwenden.

Artikel 10.3. Zeitraum der Aufbewahrung der Belege

Nach Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde dafür Sorge zu tragen, dass sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen im Rahmen des Programms während drei Jahren nach Abschluss des Programms zur Einsicht durch die Kommission und den Europäischen Rechnungshof aufbewahrt werden.

Dieser Zeitraum wird im Falle eines Gerichtsverfahrens oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der EU-Kommission ausgesetzt.

Die Unterzeichner verpflichten sich im Hinblick auf die Anwendung dieser Bestimmung, sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen des Programms während desselben Zeitraums und mindestens bis zum 31. Dezember 2021 aufzubewahren.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Abschluss des Programms durch die EU-Kommission bzw. von einem gegebenenfalls anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist in Kenntnis zu setzen.

Artikel 10.4. Aufzeichnung des Standorts der Aufbewahrung der Belege zum Projekt

Zur Umsetzung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist nach Artikel 19, Absatz 1 der Durchführungsverordnung von der Verwaltungsbehörde si-

un registre où sont consignées l'identité et la localisation des organismes détenant les pièces justificatives relatives aux dépenses, aux audits et aux contrôles. Les bénéficiaires communautaires s'engagent donc à lui transmettre ces informations, et à l'informer en cas de changement.

Article 10.5. Mise à disposition des pièces relatives au projet

Conformément à l'article 19 paragraphe 2 du Règlement d'application, les signataires s'engagent à mettre les pièces justificatives relatives aux dépenses et à la mise en œuvre du projet à disposition des personnes et des organismes habilités à les inspecter, y compris, au minimum, le personnel habilité de l'Autorité de gestion, de l'Autorité de certification, de l'Autorité d'audit et des organismes de contrôle visés à l'article 62, paragraphe 3, du Règlement général, ainsi que les fonctionnaires habilités de la Communauté et leurs mandataires, conformément à l'article 72, paragraphe 2, du Règlement général.

Article 10.6. Support des données relatives au projet

Conformément à l'article 90, paragraphe 3, du Règlement général, les documents sont conservés sous la forme d'originaux ou de versions certifiées conformes avec les originaux sur des supports de données généralement acceptés.

Sont considérés comme supports de données généralement acceptés, en application de l'article 19, paragraphe 4, du Règlement d'application, au minimum :

- les photocopies de documents originaux ;
- les microfiches de documents originaux ;
- les versions électroniques de documents originaux ;
- les documents n'existant qu'en version électronique.

En application de l'article 19, paragraphe 6, du Règlement d'application, lorsque des documents n'existent qu'en version élec-

cherzustellen, dass Aufzeichnungen verfügbar sind, die Angaben zu den Einrichtungen, die die Belege zu den Ausgaben und Prüfungen führen, sowie zu deren Standort enthalten.

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich entsprechend, der Verwaltungsbehörde diese Informationen zu übermitteln und sie von Veränderungen diesbezüglich in Kenntnis zu setzen.

Artikel 10.5. Zurverfügungstellung der Projektunterlagen

Die Unterzeichner verpflichten sich nach Maßgabe von Artikel 19, Absatz 2 der Durchführungsverordnung, die Belege zu Ausgaben und zur Umsetzung des Projekts denjenigen Personen und Einrichtungen mit entsprechender Berechtigung – einschließlich zumindest der ermächtigten Mitarbeiter der Verwaltungsbehörde, der Bescheinigungsbehörde, der Prüfbehörde und der in Artikel 62, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung genannten Stellen sowie beauftragten Beamten der Gemeinschaft sowie deren ermächtigten Vertretern nach Artikel 72, Absatz 2 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung – zur Kontrolle zur Verfügung zu stellen.

Artikel 10.6. Datenträger für projektbezogene Daten

Gemäß Artikel 90, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung sind die Belege entweder als Originale oder als in mit den Originalen übereinstimmend bescheinigten Fassungen auf allgemein anerkannten Datenträgern aufzubewahren.

Als allgemein anerkannte Datenträger gelten in Anwendung von Artikel 19, Absatz 4 der Durchführungsverordnung zumindest:

- Fotokopien von Originalen;
- Mikrofiches von Originalen;
- elektronische Fassungen von Originalen;
- nur in elektronischer Form vorliegende Unterlagen.

In Anwendung von Artikel 19, Absatz 6 der Durchführungsverordnung muss, wenn Unterlagen nur in elektronischer Form vorliegen, das

tronique, les systèmes informatiques utilisés doivent être conformes aux normes de sécurité reconnues garantissant la conformité des documents conservés avec les prescriptions légales nationales ainsi que leur fiabilité à des fins d'audit et de contrôle.

Article 11. Obligations de communication

En application des articles 8 et 9 du Règlement d'application ainsi que de l'ensemble des règlements le modifiant, le bénéficiaire est chargé d'informer le public du concours financier qui lui est alloué par le Fonds européen de Développement régional.

Les mesures de communication à appliquer sont décrites dans le Guide pour les bénéficiaires.

Article 12. Liste des bénéficiaires

En application de l'article 7, paragraphe 2, point d, du Règlement d'application, l'Autorité de gestion doit assurer la publication, par voie électronique ou autre, de la liste des bénéficiaires, du nom des opérations et du montant du financement public alloué aux opérations.

Par conséquent, les bénéficiaires de fonds communautaires acceptent, en signant la présente convention, de figurer sur cette liste.

Conformément à l'article 37, paragraphe 4, du Règlement d'application, toute donnée à caractère personnel figurant dans les informations visées ci-dessus au premier alinéa n'est traitée qu'aux fins prévues par le présent article.

Article 13. Protection des données à caractère personnel

verwendete EDV-System anerkannten Sicherheitsstandards genügen, die die Gewähr bieten, dass die aufbewahrten Unterlagen den nationalen Rechtsvorschriften entsprechen und dass sie für Rechnungsprüfungszwecke glaubhaft sind.

Artikel 11. Pflichten bezüglich der Öffentlichkeitsarbeit

Gemäß der Artikel 8 und 9 der Durchführungsverordnung und der diese ggf. abändernden Verordnungen obliegt dem Begünstigten die Unterrichtung der Öffentlichkeit über die zuerkannte Unterstützung aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung.

Die anzuwendenden Maßnahmen der Öffentlichkeitsarbeit sind im Handbuch für Begünstigte beschrieben.

Artikel 12. Verzeichnis der Begünstigten

In Anwendung von Artikel 7, Absatz 2, Buchstabe d) der Durchführungsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde die Veröffentlichung des Verzeichnisses der Begünstigten, der Bezeichnung der Vorhaben und der Höhe der für die Vorhaben bereitgestellten öffentlichen Beteiligungen in elektronischer oder anderer Form zu gewährleisten

Die EU-Mittelbegünstigten stimmen aufgrund dessen mit der Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung der Nennung im Verzeichnis der Begünstigten zu.

In Einhaltung von Artikel 37, Absatz 4 der Durchführungsverordnung werden personenbezogene Daten, die in den oben im ersten Absatz genannten Angaben enthalten sind, nur für die in vorliegendem Artikel genannten Zwecke verarbeitet.

Artikel 13. Schutz personenbezogener Daten

En application de l'article 37 du Règlement d'application, les données à caractère personnel recueillies en application des dispositions de la présente convention ne peuvent être transmises à des personnes autres que celles qui, dans les Etats membres ou au sein des institutions communautaires, sont, par leurs fonctions, appelées à les connaître, à moins que l'Etat membre qui les a communiquées n'y ait expressément consenti.

TITRE 3 - FINANCEMENT NATIONAL

Article 14. Principe général en matière de paiement des cofinancements nationaux

Les cofinanceurs s'engagent, par la signature de la présente convention, à verser les montants prévus dans le plan de financement du projet, dans les délais et les formes prévus.

Cependant, afin de respecter le principe de cofinancement, et le taux défini pour le cofinancement communautaire, l'aide communautaire devra être revue à la baisse si les cofinancements nationaux effectivement perçus par le porteur de projet sont supérieurs au montant effectivement dû en application du taux de cofinancement national par rapport aux dépenses effectivement réalisées (ceci, afin d'éviter le sur-financement du projet). C'est pourquoi le solde des cofinancements nationaux doit être versé au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Article 15. Modalités de versement des cofinancements

Article 15.1. Modalités de versement des cofinancements français et allemands

In Anwendung von Artikel 37 der Durchführungsverordnung werden diejenigen personenbezogenen Daten, die in Anwendung der Bestimmungen aus vorliegender Projektvereinbarung gesammelt wurden, nur Personen mitgeteilt, die in den Mitgliedstaaten oder in den Gemeinschaftsorganen aufgrund ihrer Aufgaben davon Kenntnis erhalten müssen, es sei denn der Mitgliedstaat, der sie übermittelt hat, hat der Mitteilung an andere Personen ausdrücklich zugestimmt.

TEIL 3 - NATIONALE MITTEL

Artikel 14. Allgemeine Grundlagen für die Auszahlung nationaler Kofinanzierungsmittel

Mit Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung verpflichten sich die Kofinanzierungspartner, die im Projektfinanzierungsplan bezeichneten Beträge frist- und formgerecht auszuzahlen.

Zur Wahrung des Grundsatzes der Kofinanzierung und zur Einhaltung des für die EU-Mittelförderung festgelegten Satzes ist allerdings der EU-Fördermittelbetrag herabzusetzen, wenn die vom Projektträger tatsächlich vereinnahmten nationalen Fördermittel höher liegen als der in Anwendung des nationalen Kofinanzierungssatzes im Verhältnis zu den Ausgaben tatsächlich auszahlende Betrag (um eine Überfinanzierung des Projekts zu vermeiden). Der Restbetrag der nationalen Fördermittel ist aufgrund dessen anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben auszuzahlen.

Artikel 15. Auszahlung der Kofinanzierungsmittel

Artikel 15.1. Auszahlung der französischen und deutschen Kofinanzierungsmittel

Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co. KG (partenaire Ref No. 01) participe au projet à hauteur de **55 000 euros** (soit 4,78% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

Le Ministerium für Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg (partenaire Ref No. 02) participe au projet à hauteur de **100 000 euros** (soit 8,70% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014.

La **Stadt Karlsruhe** (partenaire Ref No. 03) participe au projet à hauteur de **30 000 euros** (soit 2,61% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

La **Technologie Region Karlsruhe** (partenaire Ref No. 04) participe au projet à hauteur de **30 000 euros** (soit 2,61% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Baden-Baden Kur und Tourismus GmbH (partenaire Ref No. 05) participe au projet à hauteur de **15 000 euros** (soit 1,30% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co. KG (Partner Ref Nr. 01) participe en hauteur de **55.000 Euro** en Forme de directes dépenses am Projekt (und damit mit 4,78% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Das **Ministerium für Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg** (Partner Ref Nr. 02) beteiligt sich in Höhe von **100.000 Euro** am Projekt (und damit mit 8,70% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Die **Stadt Karlsruhe** (Partner Ref Nr. 03) beteiligt sich in Höhe von **30.000 Euro** in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 2,61% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Die **Technologie Region Karlsruhe** (Partner Ref Nr. 04) beteiligt sich in Höhe von **30.000 Euro** am Projekt (und damit mit 2,61% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Baden-Baden Kur und Tourismus GmbH (Partner Ref Nr. 05) beteiligt sich in Höhe von **15.000 Euro** am Projekt (und damit mit 1,30% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Schwarzwald Tourismus GmbH (partenaire Ref No. 06) participe au projet à hauteur de **35 000 euros** (soit 3,04% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

L'**Industrie- und Handelskammer Südlicher Oberrhein** (partenaire Ref No. 07) participe au projet à hauteur de **10 000 euros** (soit 0,87% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

L'**Industrie- und Handelskammer Karlsruhe** (partenaire Ref No. 08) participe au projet à hauteur de **10 000 euros** (soit 0,87% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014.

L'**Industrie- und Handelskammer Hochrhein-Bodensee** (partenaire Ref No. 09) participe au projet à hauteur de **10 000 euros** (soit 0,87% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Le **Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung Rheinland-Pfalz** (partenaire Ref No. 10) participe au projet à hauteur de **10 000**

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Schwarzwald Tourismus GmbH (Partner Ref Nr. 06) beteiligt sich in Höhe von **35.000 Euro** am Projekt (und damit mit 3,04% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Die **Industrie- und Handelskammer Südlicher Oberrhein** (Partner Ref Nr. 07) beteiligt sich in Höhe von **10.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,87% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Die **Industrie- und Handelskammer Karlsruhe** (Partner Ref Nr. 08) beteiligt sich in Höhe von **10.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,87% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Die **Industrie- und Handelskammer Hochrhein-Bodensee** (Partner Ref Nr. 09) beteiligt sich in Höhe von **10.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,87% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Das **Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung Rheinland-Pfalz** (Partner Ref Nr. 10) beteiligt sich in Höhe von **10.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,87%

euros (soit 0,87% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Le **Landkreis Germersheim** (partenaire Ref No. 11) participe au projet à hauteur de **5 000 euros** (soit 0,43% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Le **Landkreis Südliche Weinstrasse** (partenaire Ref No. 12) participe au projet à hauteur de **5 000 euros** (soit 0,43% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

La **Stadt Landau** (partenaire Ref No. 13) participe au projet à hauteur de **5 000 euros** (soit 0,43% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

La **Région Alsace** (partenaire Ref No. 14) participe au projet à hauteur de **60 000 euros** (soit 5,22% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Le **Département du Bas-Rhin** (partenaire Ref No. 15) participe au projet à hauteur

de la somme des dépenses éligibles mentionnées dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi (soit 20,000 euros) (soit 0,87% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Der **Landkreis Germersheim** (Partner Ref Nr. 11) beteiligt sich in Höhe von **5.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,43% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Der **Landkreis Südliche Weinstrasse** (Partner Ref Nr. 12) beteiligt sich in Höhe von **5.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,43% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Die **Stadt Landau** (Partner Ref Nr. 13) beteiligt sich in Höhe von **5.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,43% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Die **Région Alsace** (Partner Ref Nr. 14) beteiligt sich in Höhe von **60.000 Euro** am Projekt (und damit mit 5,22% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Das **Département du Bas-Rhin** (Partner Ref Nr. 15) beteiligt sich in Höhe von **20.000 Euro**

de **20 000 euros** (soit 1,74% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- Le solde sera versé au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur présentation du rapport final et des décomptes finaux concernant les dépenses réalisées par les partenaires et les revenus ainsi que des tableaux financiers de l'administration.

Le **Département du Haut-Rhin** (partenaire Ref No. 16) participe au projet à hauteur de **10 000 euros** (soit 0,87% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014.

Dans le cas où le projet n'est pas intégralement réalisé, les cofinanceurs seront remboursés des sommes indument versées sur la base de la quote part de leur participation au projet.

Le **Comité régional du tourisme d'Alsace** (partenaire Ref No. 17) participe au projet à hauteur de **40 000 euros** (soit 3,48% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Haute-Alsace Tourisme – ADT 68 (partenaire Ref No. 18) participe au projet à hauteur de **10 000 euros** (soit 0,87% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014.

am Projekt (und damit mit 1,74% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- Der Restbetrag im Verhältnis der tatsächlich getätigten Ausgaben und nach Vorlage des Schlussberichts und der Schlussabrechnung über alle von den Projektpartnern getätigten Ausgaben und erhaltenen Einnahmen sowie der Finanztabellen der Verwaltungsbehörden.

Das **Département du Haut-Rhin** (Partner Ref Nr. 16) beteiligt sich in Höhe von **10.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,87% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Falls das Projekt nicht vollständig realisiert wird, werden den Kofinanzierungspartnern unrechtmässig gezahlte Summen anteilmässig erstattet.

Das **Comité régional du tourisme d'Alsace** (Partner Ref Nr. 17) beteiligt sich in Höhe von **40.000 Euro** in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 3,48% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Haute-Alsace Tourisme – ADT 68 (Partner Ref Nr. 18) beteiligt sich in Höhe von **10.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,87% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

L'**Office de Tourisme de Strasbourg et sa région** (partenaire Ref No. 19) participe au projet à hauteur de **20 000 euros** (soit 1,74% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

L'**Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région** (partenaire Ref No. 20) participe au projet à hauteur de **20 000 euros** (soit 1,74% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

L'**Office de Tourisme et des Congrès de Colmar** (partenaire Ref No. 21) participe au projet à hauteur de **20 000 euros** (soit 1,74% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

La **Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Alsace** (partenaire Ref No. 22) participe au projet à hauteur de **20 000 euros** (soit 1,74% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

L'**EuroAirport Basel-Mulhouse-Freiburg** (partenaire Ref No. 23) participe au projet à hauteur de **30 000 euros** (soit 2,61% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

Der **Office de Tourisme de Strasbourg et sa région** (Partner Ref Nr. 19) beteiligt sich in Höhe von **20.000 Euro** am Projekt (und damit mit 1,74% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Der **Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région** (Partner Ref Nr. 20) beteiligt sich in Höhe von **20.000 Euro** am Projekt (und damit mit 1,74% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Der **Office de Tourisme et des Congrès de Colmar** (Partner Ref Nr. 21) beteiligt sich in Höhe von **20.000 Euro** am Projekt (und damit mit 1,74% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Die **Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Alsace** (Partner Ref Nr. 22) beteiligt sich in Höhe von **20.000 Euro** am Projekt (und damit mit 1,74% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Das **EuroAirport Basel-Mulhouse-Freiburg** (Partner Ref Nr. 23) beteiligt sich in Höhe von **30.000 Euro** am Projekt (und damit mit 2,61% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

L'**Aéroport de Strasbourg-Entzheim** (partenaire Ref No. 24) participe au projet à hauteur de **5 000 euros** (soit 0,43% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Article 15.2. Modalités de versement du cofinancement de la Confédération helvétique

La Confédération helvétique (partenaire Ref No. 25) participe au projet à hauteur 90 000 euros, soit 112 500 CHF selon le taux de change fixé dans le plan de financement accepté par le Comité de suivi.

Le rythme de versement des fonds fédéraux suisses est le suivant :

- 50% à la signature de la convention ;
- 30 % après réalisation de 80 % du budget et sur présentation d'un relevé de comptes signé par le porteur du projet.
- Le solde sera versé au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur présentation du rapport final et des décomptes finaux concernant les dépenses réalisées par les partenaires et les revenus ainsi que des tableaux financiers de l'administration.

Les demandes de versement des cofinancements de la Confédération helvétique seront adressées par écrit à la REGIO BASILIENSIS (IKRB).

Article 15.3. Modalités de versement des autres cofinancements suisses

Basel Tourismus (partenaire Ref No. 30) participe au projet à hauteur de **6 900 euros**.

Le rythme de versement de ces fonds est le suivant :

- 50% à la signature de la convention;

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Das **Aéroport de Strasbourg-Entzheim** (Partner Ref Nr. 24) beteiligt sich in Höhe von **5.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,43% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Artikel 15.2. Auszahlung der Finanzhilfen der Schweizerischen Eidgenossenschaft

Die Schweizerische Eidgenossenschaft (Partner Ref Nr. 25) beteiligt sich am Projekt in Höhe von 90.000 Euro, somit 112.500 CHF nach dem in dem durch den Begleitausschuss angenommenen Finanzierungsplan festgelegten Wechselkurs.

Die Auszahlung der Bundesmittel erfolgt folgendermaßen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung;
- 30% nach Realisierung von 80 % des Projektbudgets und nach Vorlage eines vom Projektträger unterzeichneten Ausgabensstands.
- Der Restbetrag im Verhältnis der tatsächlich getätigten Ausgaben und nach Vorlage des Schlussberichts und der Schlussabrechnung über alle von den Projektpartnern getätigten Ausgaben und erhaltenen Einnahmen sowie der Finanztabellen der Verwaltungsbehörden.

Gesuche um Auszahlung der Kofinanzierungsmittel der Schweizerischen Eidgenossenschaft sind schriftlich an die REGIO BASILIENSIS (IKRB) zu richten.

Artikel 15.3. Auszahlung der übrigen Schweizer Finanzhilfen

Basel Tourismus (Partner Ref Nr. 30) beteiligt sich am Projekt in Höhe von **6.900 Euro**.

Die Auszahlung dieser Mittel erfolgt folgendermaßen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektverein-

- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014.

Baselland Tourismus (partenaire Ref No. 31) participe au projet à hauteur de **6 800 euros**.

Le rythme de versement de ces fonds est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Le **Kanton Basel-Stadt** (partenaire Ref No. 26) participe au projet à hauteur de 3 400 euros, soit 4 250 CHF selon le taux de change fixé dans le plan de financement accepté par le Comité de suivi.

Le rythme de versement de ces fonds est le suivant :

- 50% à la signature de la convention ;
- 30 % après réalisation de 80 % du budget et sur présentation d'un relevé de comptes signé par le porteur du projet.
- Le solde sera versé au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur présentation du rapport final et des décomptes finaux concernant les dépenses réalisées par les partenaires et les revenus ainsi que des tableaux financiers de l'administration.

Le **Kanton Basel-Landschaft** (partenaire Ref No. 27) participe au projet à hauteur de 3 400 euros, soit 4 250 CHF selon le taux de change fixé dans le plan de financement accepté par le Comité de suivi.

Le rythme de versement de ces fonds est le suivant :

- 50% à la signature de la convention ;
- 30 % après réalisation de 80 % du budget et sur présentation d'un relevé de comptes signé par le porteur du projet.
- Le solde sera versé au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur présentation du rapport final et des décomptes finaux concernant les dépenses réalisées par les partenaires et les revenus ainsi que des tableaux financiers de l'administration.

barung;

- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Baselland Tourismus (Partner Ref Nr. 31) beteiligt sich am Projekt in Höhe von **6.800 Euro**.

Die Auszahlung dieser Mittel erfolgt folgendermaßen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Der **Kanton Basel-Stadt** (Partner Ref Nr. 26) beteiligt sich am Projekt in Höhe von 3.400 Euro, somit 4.250 CHF nach dem in dem durch den Begleitausschuss angenommenen Finanzierungsplan festgelegten Wechselkurs.

Die Auszahlung dieser Mittel erfolgt folgendermaßen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung;
- 30% nach Realisierung von 80 % des Projektbudgets und nach Vorlage eines vom Projektträger unterzeichneten Ausgabensstands.
- Der Restbetrag im Verhältnis der tatsächlich getätigten Ausgaben und nach Vorlage des Schlussberichts und der Schlussabrechnung über alle von den Projektpartnern getätigten Ausgaben und erhaltenen Einnahmen sowie der Finanztabellen der Verwaltungsbehörden.

Der **Kanton Basel-Landschaft** (Partner Ref Nr. 27) beteiligt sich am Projekt in Höhe von 3.400 Euro, somit 4.250 CHF nach dem in dem durch den Begleitausschuss angenommenen Finanzierungsplan festgelegten Wechselkurs.

Die Auszahlung dieser Mittel erfolgt folgendermaßen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung;
- 30% nach Realisierung von 80 % des Projektbudgets und nach Vorlage eines vom Projektträger unterzeichneten Ausgabensstands.
- Der Restbetrag im Verhältnis der tatsächlich getätigten Ausgaben und nach Vorlage des Schlussberichts und der Schlussabrechnung über alle von den Projektpartnern getätigten Ausgaben und erhaltenen Einnahmen sowie der Finanztabellen der Verwaltungsbehörden.

Le **Kanton Aargau** (partenaire Ref No. 28) participe au projet à hauteur de hauteur 2 700 euros, soit 3 375 CHF selon le taux de change fixé dans le plan de financement accepté par le Comité de suivi.

Le rythme de versement de ces fonds est le suivant :

- 50% à la signature de la convention ;
- 30 % après réalisation de 80 % du budget et sur présentation d'un relevé de comptes signé par le porteur du projet.
- Le solde sera versé au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur présentation du rapport final et des décomptes finaux concernant les dépenses réalisées par les partenaires et les revenus ainsi que des tableaux financiers de l'administration.

La **République et Canton du Jura** (partenaire Ref No. 29) participe au projet à hauteur de **6 800 euros**.

Le rythme de versement de ces fonds est le suivant :

- 50% à la signature de la convention - payable jusqu'au 30 juin 2013 ;
- 50 % payable jusqu'au 30 juin 2014

Les demandes de versement des cofinancements suisses seront adressées par courrier aux partenaires de projet concernés.

Article 15.4. Dispositions communes aux cofinancements suisses

Les fonds sont versés par chaque cofinancier suisse au porteur du projet sur le compte qu'il gère ; le porteur du projet communique les coordonnées bancaires aux cofinanciers suisses au plus tard lors de sa première demande de versement des fonds.

Les aides financières allouées par la Confédération helvétique et les cantons suisses seront versées en fonction de la disponibilité des fonds.

Les contributions financières de la Confédération et des cantons figurant dans le plan de financement du projet s'entendent comme des montants maximaux qui ne

Der **Kanton Aargau** (Partner Ref Nr. 28) beteiligt sich am Projekt in Höhe von 2.700 Euro, somit 3.375 CHF nach dem in dem durch den Begleitausschuss angenommenen Finanzierungsplan festgelegten Wechselkurs.

Die Auszahlung dieser Mittel erfolgt folgendermaßen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung;
- 30% nach Realisierung von 80 % des Projektbudgets und nach Vorlage eines vom Projektträger unterzeichneten Ausgabensstands.
- Der Restbetrag im Verhältnis der tatsächlich getätigten Ausgaben und nach Vorlage des Schlussberichts und der Schlussabrechnung über alle von den Projektpartnern getätigten Ausgaben und erhaltenen Einnahmen sowie der Finanztabellen der Verwaltungsbehörden.

Die **République et Canton du Jura** (Partner Ref Nr. 29) beteiligt sich am Projekt in Höhe von **6.800 Euro**.

Die Auszahlung dieser Mittel erfolgt folgendermaßen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung – zahlbar bis zum 30.6.2013;
- 50 % zahlbar bis zum 30.6.2014.

Gesuche um Auszahlung der Schweizer Kofinanzierungsmittel sind an die jeweiligen Projektpartner schriftlich zu stellen.

Artikel 15.4. Gemeinsame Bestimmungen für die Schweizer Kofinanzierungsmittel

Die Fördermittel werden von den Schweizer Kofinanzierungspartnern an den Projektträger auf das von diesem verwaltete Konto ausbezahlt; der Projektträger teilt den Schweizer Kofinanzierungspartnern spätestens beim ersten Antrag auf Mittelauszahlung die Bankverbindung für das betreffende Konto mit.

Die Auszahlung der Förderhilfen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Kantone erfolgt nach Maßgabe der verfügbaren Mittel.

Die Finanzhilfen des Bundes und der Kantone verstehen sich als Maximalbeträge: Sie können den im Projektfinanzierungsplan festgelegten Betrag und Prozentsatz nicht überschreiten.

pourront en aucun cas être dépassés.

Après la clôture, le montant total effectif des contributions financières des cantons et de la Confédération seront établis sur la base de la demande de versement finale contrôlée par l'autorité de gestion.

- Si les coûts effectifs sont équivalents ou supérieurs aux montants figurant dans le plan de financement, ce sont les montants inscrits dans le plan de financement qui seront pris en compte.
- Si en revanche les coûts effectifs sont inférieurs à ceux figurant dans le plan de financement, l'aide sera calculée sur la base des coûts effectifs. Le cas échéant, le porteur de projet opère un reversement au profit de la Confédération et des cantons.

Si les subventions allouées par la Confédération helvétique et les cantons ne sont pas affectées aux objectifs indiqués et si les engagements et les obligations ne sont pas respectés, les engagements de cofinancement seront annulés ou les sommes payées recouvertes. Le même mécanisme sera appliqué en cas d'arrêt du projet avant l'échéance ou de réalisation partielle du projet.

Le risque de change et les frais bancaires sont à la charge du bénéficiaire.

Article 16. Conséquences en cas de non versement des cofinancements nationaux

L'article 19 « Règlement des litiges » s'applique si les cofinanceurs nationaux ne versent pas les montants prévus dans les délais et les formes prévus ci-dessus.

Article 17. Reversement des cofinancements nationaux indûment versés

Les règles de chaque cofinancier s'appliquent en la matière.
Le partenaire cofinancier qui demande le

Nach Projektabschluss wird die effektive Höhe der Finanzhilfen des Bundes und der Kantone auf der Grundlage der von der Verwaltungsbehörde geprüften Schlussabrechnung bestimmt:

- Sind die effektiven Kosten gleich hoch oder höher als diejenigen im Projektkostenplan entsprechen die Finanzhilfen des Bundes und der Kantone den im Projektfinanzierungsplan festgelegten Beträgen.
- Sind die effektiven Kosten niedriger als diejenigen im Projektkostenplan werden die Finanzhilfen des Bundes und der Kantone entsprechend gekürzt. Gegebenenfalls zahlt der Projektträger dem Bund resp. den Kantonen die Differenz zurück.

Werden die Finanzhilfen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Kantone nicht zweckentsprechend verwendet oder werden die Bedingungen und Auflagen nicht eingehalten, können die Subventionszusicherungen widerrufen oder die Beiträge zurückfordert werden. Dasselbe gilt auch, wenn das Projekt vorzeitig beendet oder nur teilweise realisiert wird.

Der Begünstigte trägt das Wechselkursrisiko und die Bankgebühren.

Artikel 16. Folgen bei Nichtauszahlung nationaler Kofinanzierungsmittel

Zahlen die nationalen Kofinanzierungspartner die zugesagten Mittel nicht frist- und formgerecht wie oben bezeichnet aus, kommt Artikel 19 „Rechtsstreitigkeiten“ zur Anwendung.

Artikel 17. Erstattung rechtsgrundlos ausgezahlter nationaler Kofinanzierungsmittel

In diesem Bereich gelten die Bestimmungen jedes Kofinanzierungspartners.
Von dem Kofinanzierungspartner, der die

reversement de montants indûment versés indiquera au partenaire concerné les coordonnées du compte sur lequel il devra procéder au paiement.

Article 18. Dispositions diverses

Aucune disposition spécifique ne s'applique pour le présent projet.

TITRE 4 - DISPOSITIONS FINALES

Article 19. Règlement des litiges

Les deux versions linguistiques, aussi bien la version française que la version allemande, font foi.

Article 19.1. Règlement amiable

En cas de litige relatif à la présente convention, les signataires s'engagent à rechercher en priorité une solution amiable. Le groupe de projet peut constituer le lieu adéquat pour discuter les litiges. Le silence des signataires suite à la proposition écrite d'une solution amiable faite par le porteur de projet, sera considéré à l'issue d'un délai raisonnable, comme valant acceptation.

Article 19.2. Médiation

En cas de litige entre deux partenaires du projet, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à la médiation de l'Autorité de gestion.

Celle-ci est libre d'accepter ou non cette demande.

Si celle-ci refuse, les partenaires peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

En cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet et l'Autorité de gestion, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

Rückzahlung rechtsgrundlos ausgezahlter Mittel verlangt, ist dem betreffenden Partner die Bankverbindung des Kontos mitzuteilen, auf das die Zahlung vorzunehmen ist.

Artikel 18. Verschiedenes

Es gilt keine besondere Vorschrift für das vorliegende Projekt.

TEIL 4 - SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 19. Rechtsstreitigkeiten

Beide Fassungen, die französische sowie die deutsche Fassung, sind verbindlich.

Artikel 19.1. Gütliche Einigung

Die Unterzeichner verpflichten sich, bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung vorrangig eine gütliche Einigung anzustreben. Die Projektgruppe ist gegebenenfalls der geeignete Ort für die Erörterung von Streitigkeiten. Das Schweigen der Unterzeichner auf einen schriftlichen Einigungsvorschlag des Projektträgers wird, nach Ablauf einer angemessenen Frist, als Zustimmung gewertet.

Artikel 19.2. Mediation

Kommt es zu einem Streitfall zwischen zwei Projektpartnern, so können diese gemeinsam beschließen, die Verwaltungsbehörde um Mediation zu ersuchen.

Der Verwaltungsbehörde steht es frei, dem Ersuchen nachzukommen oder es abzulehnen.

Lehnt sie es ab, können die Partner einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

Kommt es zu einem Streit zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde, so können die Beteiligten einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

Article 19.3. Juridictions compétentes en cas de litiges

Sous réserve des stipulations de l'article 19-1, relatif au Règlement amiable, et de l'article 19-2, relatif à la Médiation, chacun des signataires accepte de manière irrévocable de soumettre les litiges relatifs à la présente convention à la compétence des tribunaux suivants :

- en cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet, et l'Autorité de gestion : Tribunal administratif de Strasbourg ;
- en cas de litige entre le porteur de projet et un (ou plusieurs) partenaire(s) du projet : le tribunal compétent du lieu du siège du porteur de projet ;
- en cas de litige entre partenaires du projet autres que le porteur de projet : le tribunal compétent du lieu du siège du partenaire qui a notifié par écrit l'existence d'un litige à l'autre.

Article 20. Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification par l'Autorité de gestion (dernier signataire de la convention) au porteur de projet.

Article 21. Modification du projet / de la convention

En principe, une seule demande de modification du projet, et/ou de la convention, peut être adressée à l'Autorité de gestion au cours de la période de réalisation du projet.

Les modifications sont établies selon les modalités de la fiche n°4.7 du Guide des bénéficiaires « Modification du projet ».

Les modifications éventuellement apportées après la clôture du projet, du fait de l'ajustement en fonction des dépenses ou des cofinancements effectivement réalisés, ne sont pas concernées par cet article.

Une modification éventuelle portant sur la diminution du montant de cofinancement

Artikel 19.3. Gerichtsstand

Vorbehaltlich der Bestimmungen aus den Artikeln 19-1 über die gütliche Einigung und 19-2 über die Mediation, erteilen die Unterzeichner bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung unwiderruflich ihre Zustimmung zu folgender Gerichtsstandsregelung:

- bei Streitigkeiten zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde: das Verwaltungsgericht Tribunal administratif in Strasbourg;
- bei Streitigkeiten zwischen dem Projektträger und einem (oder mehreren) Projektpartner(n): das am Sitz des Projektträgers zuständige Gericht;
- bei Streitigkeiten zwischen Projektpartnern, die nicht Projektträger sind, an denen der Projektträger nicht beteiligt ist: das am Sitz desjenigen Projektpartners zuständige Gericht, der dem anderen von der Streitigkeit schriftlich Mitteilung gemacht hat.

Artikel 20. Inkrafttreten

Die vorliegende Vereinbarung tritt am Tag ihrer Zustellung durch die Verwaltungsbehörde (als Letztunterzeichnerin) an den Projektträger in Kraft.

Artikel 21. Änderung am Projekt / an der Projektvereinbarung

Grundsätzlich kann bei der Verwaltungsbehörde während des Realisierungszeitraums des Projekts ein Mal ein Antrag auf Änderung des Projekts und/oder der Projektvereinbarung gestellt werden.

Bei Änderungen ist wie im Themenblatt Nr. 4.7 des Handbuchs für Begünstigten „Änderungen am Projekt“ dargestellt zu verfahren.

Dieser Artikel bezieht sich nicht auf Änderungen, die gegebenenfalls nach Projektabschluss zur Anpassung an die tatsächlich getätigten Ausgaben oder ausgezahlten Fördermittel vorgenommen werden.

Eine mögliche Änderung hinsichtlich der Herabsetzung der Fördersumme aus Gemein-

accordé, pour cause d'insuffisance structurelle de fonds disponibles au niveau du programme, fera l'objet d'une procédure lancée à l'initiative de l'Autorité de gestion, après information du porteur de projet.

Article 22. Annulation de la convention

La convention peut être annulée si

- l'Autorité de gestion et les partenaires du projet signataires s'en accordent à l'amiable ; ou si
- l'Autorité de gestion décide, suite au constat de non respect de la présente convention, d'appliquer les dispositions prévues dans la fiche n°3.3 du Guide pour les bénéficiaires « Conséquences en cas de non-respect de la convention ».

Dans les deux cas, l'Autorité de gestion propose au Comité de suivi d'annuler le cofinancement communautaire attribué au projet.

Si le Comité de suivi décide l'annulation du cofinancement communautaire, la présente convention perd sa validité. L'Autorité de gestion informe le porteur de projet de la décision du Comité de suivi. Tout versement de fonds communautaire déjà effectué sur la base de la présente convention devra être remboursé par les partenaires concernés.

Article 23. Fin de validité

La présente convention reste valable jusqu'à une période de trois ans suivant la clôture du programme par la Commission européenne.

En application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne,

schaftsmitteln infolge unzureichender Fördermittel auf der Programmebene ist Gegenstand eines Änderungsverfahrens auf Initiative der Verwaltungsbehörde. Der Projektträger wird hiervon in Kenntnis gesetzt.

Artikel 22. Aufhebung der Projektvereinbarung

Die Projektvereinbarung kann aufgehoben werden, wenn

- sich die Verwaltungsbehörde und die unterzeichnenden Projektpartner gütlich darauf einigen, oder
- die Verwaltungsbehörde wegen der Feststellung der Nichteinhaltung der vorliegenden Vereinbarung entsprechend den Vorgaben des Themenblatt Nr. 3.3 des Handbuchs für Begünstigte „Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung“ verfährt.

In beiden Fällen schlägt die Verwaltungsbehörde dem Begleitausschuss vor, die EU-Mittelbindung für das Projekt aufzuheben.

Beschließt der Begleitausschuss die Aufhebung der EU-Mittelförderung, verliert die vorliegende Vereinbarung ihre Gültigkeit. Die Verwaltungsbehörde informiert den Projektträger über die Entscheidung des Begleitausschusses. Sämtliche auf der Grundlage der Vereinbarung bereits getätigten Auszahlungen von EU-Mitteln müssen von den betroffenen Partnern zurückerstattet werden.

Artikel 23. Ende der Gültigkeit

Vorliegende Vereinbarung ist nach Abschluss des Programms durch die EU-Kommission noch drei Jahre lang gültig.

In Anwendung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung wird dieser Zeitraum im Fall von Gerichtsverfahren oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der Kommission ausgesetzt.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Programmabschluss durch die EU-Kommission bzw. gegebenenfalls von

ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai, et de la date de fin de cette procédure ou de cette suspension, qui constituera alors la date de clôture du programme.

einem anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist und von dem Zeitpunkt in Kenntnis, an dem das betreffende Gerichtsverfahren bzw. die Aussetzung endet und das damit das Programmabschlussdatum darstellt.

| 1 | Frais de personnel / Personalkosten | 2013 | 2014 | 2015 | Total |
|-------------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
| 1.1 | Directeur / Leiter | 71.250,00 € | 95.000,00 € | 23.750,00 € | 190.000,00 € |
| 1.2 | Chargé(e) de missions / Mitarbeiter/in "Coordination Alsace / Marketing" | 8.250,00 € | 10.500,00 € | 2.250,00 € | 21.000,00 € |
| 1.3 | Chargé(e) de missions / Mitarbeiter/in "Koordination Nordbaden-Südpfalz / Ausbildung und Innovation" | 21.000,00 € | 27.500,00 € | 6.500,00 € | 55.000,00 € |
| 1.4 | Assistante / Assistenz und/et Praktikant/in / Stagiaire(s) | 72.750,00 € | 97.000,00 € | 24.250,00 € | 194.000,00 € |
| 1.5 | Honoraire (expert comptable, experts etc.) / Honorarkräfte (Buchprüfer, Experten etc) | 19.125,00 € | 25.500,00 € | 6.375,00 € | 51.000,00 € |
| 1.6 | Suivi administratif et financier / Administrative u. finanzielle Projektbegleitung | 3.375,00 € | 4.500,00 € | 1.125,00 € | 9.000,00 € |
| Total / Gesamt 1 | | 195.750,00 € | 260.000,00 € | 64.250,00 € | 520.000,00 € |
| 2 | Frais généraux identifiables / Identifizierbare Gemeinkosten | | | | |
| 2.1 | Fax, Tél., Courriers / Fax, Tel., Porto | 1.000,00 € | 1.500,00 € | 500,00 € | 3.000,00 € |
| 2.2 | Matériel de bureau / Büromaterial | 800,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 1.200,00 € |
| 2.3 | Informatique, Internet ... / EDV, Internet ... | 750,00 € | 1.000,00 € | 250,00 € | 2.000,00 € |
| 2.4 | Matériel informatique / Hardware | 450,00 € | 600,00 € | 150,00 € | 1.200,00 € |
| 2.5 | Frais bancaires / Bankspesen | 450,00 € | 600,00 € | 150,00 € | 1.200,00 € |
| 2.6 | Photocopies et imprimerie de petites séries / Fotokopien und Druck Kleinserien | 700,00 € | 1.200,00 € | 500,00 € | 2.400,00 € |
| Total / Gesamt 2 | | 4.150,00 € | 5.300,00 € | 1.550,00 € | 11.000,00 € |
| 3 | Frais de communication et de manifestations / Kosten für Öffentlichkeitsarbeit und Veranstaltungen | | | | |
| 3.1 | Film de promotion (Ultra-court métrage) / Werbetrailler (Ultrakurzfilm) | 10.000,00 € | 20.000,00 € | 0,00 € | 30.000,00 € |
| 3.2 | Communication / lettres d'information / Pressearbeit / Newsletter | 15.000,00 € | 15.000,00 € | 0,00 € | 30.000,00 € |
| 3.3 | Evénements en coopération avec d'autres institutions / Events in Kooperation mit anderen Institutionen | 15.000,00 € | 15.000,00 € | 9.000,00 € | 39.000,00 € |
| 3.4 | Brochures / Moyens de communication / Brochures / Werbemittel | 10.000,00 € | 15.000,00 € | 0,00 € | 25.000,00 € |
| 3.5 | Prospection des marchés cibles / Bearbeitung der Zielmärkte | 152.500,00 € | 137.500,00 € | 10.000,00 € | 300.000,00 € |
| | Prospection du marché USA / Bearbeitung des Marktes USA | 20.000,00 € | 20.000,00 € | | |
| | Prospection du marché Canada / Bearbeitung des Marktes Kanada | 15.000,00 € | 15.000,00 € | | |
| | Prospection du marché Japon / Bearbeitung des Marktes Japan | 20.000,00 € | 20.000,00 € | | |
| | Prospection du marché Corée du Sud / Bearbeitung des Marktes Südkorea | 10.000,00 € | 10.000,00 € | | |
| | Prospection du marché Chine / Bearbeitung des Marktes China | 30.000,00 € | 15.000,00 € | | |
| | Prospection du marché Inde / Bearbeitung des Marktes Indien | 17.500,00 € | 17.500,00 € | 10.000,00 € | |
| | Prospection du marché Brésil / Bearbeitung des Marktes Brasilien | 20.000,00 € | 20.000,00 € | | |
| | Prospection du marché Russie / Bearbeitung des Marktes Russland | 20.000,00 € | 20.000,00 € | | |
| Total / Gesamt 3 | | 202.500,00 € | 202.500,00 € | 19.000,00 € | 424.000,00 € |
| 4 | Frais de Traduction / Übersetzungskosten | | | | |
| | Übersetzungskosten | 20.000,00 € | 15.000,00 € | 5.000,00 € | 40.000,00 € |
| Total / Gesamt 4 | | 20.000,00 € | 15.000,00 € | 5.000,00 € | 40.000,00 € |
| 5 | Frais d'hébergement, de restauration et de déplacement / Kosten für Bewirtung, Beherbergung und Geschäftsreisen | | | | |
| | Frais d'hébergement et de restauration / Bewirtungs- und Beherbergungskosten | 3.000,00 € | 5.000,00 € | 2.000,00 € | 10.000,00 € |
| 5.1 | Frais de déplacement / Kosten für Geschäftsreisen | 12.000,00 € | 10.000,00 € | 3.000,00 € | 25.000,00 € |
| 5.2 | Frais de déplacement / Kosten für Geschäftsreisen | 12.000,00 € | 10.000,00 € | 3.000,00 € | 25.000,00 € |
| Total / Gesamt 5 | | 15.000,00 € | 15.000,00 € | 5.000,00 € | 35.000,00 € |
| 6 | Frais d'études et de développement de concepts innovatifs / Kosten für Studien / Entwicklung innovativer Konzepte | | | | |
| 6.1 | Ateliers thématiques / Manifestations d'information / Thematische Werkstätten / Info-Veranstaltungen | 5.000,00 € | 10.000,00 € | 5.000,00 € | 20.000,00 € |
| 6.2 | Approfondissement des connaissances relatives au tourisme / Vertiefung tourismusrelevanter Kenntnisse | 5.000,00 € | 10.000,00 € | 5.000,00 € | 20.000,00 € |
| 6.3 | Encouragement des jeunes pour le tourisme / Nachwuchsgewinnung / -förderung für Tourismus | 2.000,00 € | 5.000,00 € | 3.000,00 € | 10.000,00 € |
| 6.4 | Etude Structure URV après 2015/ Studie Struktur URV nach 2015 | 25.000,00 € | 25.000,00 € | | 25.000,00 € |
| 6.5 | Renouvellement site web / Web-Relaunch | 30.000,00 € | 20.000,00 € | 0,00 € | 50.000,00 € |
| 6.6 | Développement de nouveaux thèmes, produits, coopérations / Neue Themen, Produkte, Kooperationen entwickeln | 40.000,00 € | 75.000,00 € | - € | 115.000,00 € |
| | Innovation Véo-Tourisme / Innovation Rad-Touristik | 15.000,00 € | 10.000,00 € | | |
| | Innovation Art Contemporain / Innovation Zeitgenössische Kunst | 10.000,00 € | 15.000,00 € | 0,00 € | |
| | Innovation special interest visits / Innovation special interest visits | 5.000,00 € | 20.000,00 € | 0,00 € | |
| | Innovation Vin - culinaire / Innovation Wein - Kulinarik | 10.000,00 € | 15.000,00 € | 0,00 € | |
| | Autres innovations (p.ex. Carte de mobilité, ambassadeurs) / Andere Innovationen (z.B. OberheineCard, Botschafter) | - € | 15.000,00 € | | |
| Total / Gesamt 6 | | 107.000,00 € | 120.000,00 € | 13.000,00 € | 240.000,00 € |
| Total | | 544.400,00 € | 617.800,00 € | 107.800,00 € | 1.270.000,00 € |

Service du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et du Tourisme

DOSSIERS EXAMINES PAR LA COMMISSION PERMANENTE DU 14 JUIN 2013

**Projets de coopération transfrontalière
PROGRAMME 2013**

| N° Opération | Maître d'ouvrage Libellé de l'opération | Montant forfaitaire |
|--------------|--|---------------------|
| CTR03520 | FREIBURG WIRTSCHAFT UND TOURISTIK GMBH UND CO KG Réalisation du projet INTERREG n°A33 Marketing international de la destination Upper Rhine Valley Cofinancement : CONSEIL REGIONAL D'ALSACE : 60 000,00 € | 10 000,00 |
| Total | | 10 000,00 |